

Un siècle sino-africain

Adama Gaye¹

L'histoire des transitions entre puissances émergentes et déclinantes n'a jamais été tranquille. Celle qui voit la Chine s'installer en Afrique au détriment des anciennes dominations occidentales ne sera donc pas facile. Lucide sur les motivations et les dégâts collatéraux de la stratégie d'investissements chinoise, l'Afrique doit en tirer les leçons pour se poser en véritable partenaire, bénéficiaire de ces nouveaux rapports Sud-Sud.

Depuis la fin du dernier siècle, les relations sino-africaines ont pris une dimension telle que personne ne peut plus les ignorer au nombre des tendances lourdes du nouveau monde, qui se met en place. « *Le destin de la Chine est lié à celui de l'Afrique* », assène, sans ambages, Zhaou Changrui, principal « analyste risque » de la Banque chinoise d'export-import (China Eximbank), s'exprimant lors d'une conférence sur la relation Chine-Afrique à Pékin, en 2010. Il ajoute : « *Le 21^e siècle est celui du développement de l'Afrique* ».

Tenus par l'un des responsables d'une institution dont la capacité financière est sans commune mesure avec ce que les pays occidentaux peuvent mettre sur la table, et qui a déjà promis près de vingt milliards de dollars sur trois années, à partir de 2007, ces propos pèsent lourds. Surtout qu'avec des réserves extérieures évaluées à 2700 milliards de dollars ainsi que sa position de premier partenaire commercial de l'Afrique, la Chine a les moyens de son

1. Journaliste sénégalais, consultant international, chercheur invité de l'Université de Pékin, auteur de *Chine-Afrique : le dragon et l'autruche* (L'Harmattan, 2006).

ambition africaine. Serions-nous donc entrés dans un siècle sino-africain ? Ce n'est pas impossible.

S'il se réalise selon des termes conformes aux intérêts du continent, cela participerait positivement du basculement de l'ordre international en cours autour des nouveaux pays émergents. En plus de la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Chili, la Corée du Sud, la Malaisie ou encore l'Indonésie, pour ne citer que ceux-là, sont maintenant pris au sérieux. C'est en leur sein que les alliances déterminantes du nouveau siècle ont déjà commencé à se nouer, tandis que, confrontés pour la plupart d'entre eux à des déficits budgétaires, financiers et démographiques, les pays que l'on disait riches semblent perdre le... nord. À leur différence, ceux du Sud, hier damnés de la terre, sont baignés par un optimisme inédit. « *La plus importante part de la production économique globale viendra du monde émergent dans une dizaine d'années* », prédit le très sérieux magazine *The Economist*. Avant de préciser que le « réveil du reste » par opposition à l'Ouest, est une réussite remarquable.

Exit donc l'ordre ancien dont la prévalence a été si longue qu'on pourrait en oublier que ses principaux acteurs, États-Unis et ex-Union soviétique, n'ont évité la confrontation qu'en raison de la dissuasion nucléaire en leur possession, mais parce que leurs racines communes les rattachent au même héritage judéo-chrétien, comme l'atteste la réintégration rapide de la Russie dans le cénacle des pays industrialisés, en 1991.

Loin d'avoir cependant consacré « la fin de l'histoire », selon la prédiction démentie de l'universitaire Francis Fukuyama, à savoir le triomphe universel du modèle néolibéral, par opposition à la réalisation du rêve marxiste, la fin de la guerre froide n'a été que le début d'un long délitement de la toute puissance des États-nations issus du traité de Westphalie de 1648, mais aussi celui des plus récents grands membres de ce club, à commencer par les États-Unis d'Amérique.

Leur évanescence se réalise en style comme le prouvent deux exemples significatifs pour le continent africain. D'abord celui de la Grande-Bretagne : longtemps première puissance économique, maîtresse des mers, régnant sur un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, et à l'origine de la première révolution industrielle à partir de 1840, son ego impérial ne survit plus que grâce à des événements festifs, comme les Jeux ou sommets du Commonwealth, sa quasi-banqueroute financière étant consommée !

Le naufrage, en plus grand appareil, qui concerne un autre grand pays colonisateur, a trait à la France. Sur sa béquille représentée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), elle ne voit même pas le syndrome du Titanic qui la menace. Comme le bateau tristement célèbre, si près de la catastrophe, ni elle ni l'OIF ne mesure le danger qui attend, au tournant. Plus tard, les chroniqueurs pourront cependant rapporter qu'au moment du naufrage, des dizaines de chefs d'État, des journalistes, invités de tous bords, dont beaucoup ont été sélectionnés sur une base clientéliste, avaient tenu, inconscients, à être présents au sommet francophone, dans la Confédération helvétique.

Et, fermant les yeux sur la marche d'une institution peinant à traduire dans ses actes sa prétention démocratique, y compris dans la désignation de son leadership, ou à se montrer moderne et efficace, les membres du club francophone entreront dans l'histoire comme les témoins de la chute d'un grand rêve. Mais, malgré les petits fours, cocktails, sur fond de roulement de R, le climat délétère dans lequel le sommet se tient n'a pu échapper aux rares lucides. La France, chef de file des pays francophones, ne vivait-elle, pourra-t-on dire demain, l'une des plus graves crises de son existence ?

Le fracas accompagnant la chute de la France et celle de la Grande-Bretagne dissimule à peine l'effondrement de deux autres grandes incarnations du monde occidental : d'une part, une Allemagne en perte de repères identitaires, et, d'autre part, les États-Unis, consommateurs de dernier ressort, mais dont les poches sont trouées, qui s'apprêtent à retomber dans l'une des pires manifestations de leur volonté d'affirmation, le retour vers un isolationnisme consacré, en 2010, par les résultats des élections à mi-mandat au Congrès.

Le champ de ruines où se retrouvent plusieurs pays européens, en compagnie des États-Unis, s'étend à perte de vue. De l'Irlande à la Grèce, on en connaît les causes. Elles sont profondes : incapacité à s'adapter aux évolutions d'un monde aspirant à plus d'égalité ; absence de dirigeants visionnaires, efficaces, capables à leur tête ; inadéquation de leurs institutions privées et étatiques défigurées par l'ambivalence des politiques qu'elles poursuivent et par leurs cachotteries ; et peuples ayant perdu le sens du sacrifice ou du partage parce que des « Trente Glorieuses » à la « Grande Modération », selon le mot de Ben Bernanke, tout leur semblait permis...

Par l'égalisation des chances qu'elle permet, la mondialisation a donné le coup de grâce, à travers la course vers le bas parfois et les délocalisations souvent avantageuses aux pays en développement. Certes, enterrer définitivement le « Nord » en ignorant ses capacités de sursaut pourrait être dangereux mais, à l'évidence, du monde « apolaire » naissant, diagnostiqué par l'universitaire Bertrand Badie, son principal atout ne tient plus qu'à sa capacité de nuisance. Par sa supériorité militaire et sa mainmise sur les institutions multilatérales de l'après-deuxième guerre mondiale, il peut encore retarder la matérialisation de la transition vers un ordre international nouveau ou la rendre violente.

Mais ce ne serait la qu'un baroud d'honneur futile. D'où la nécessité de voir plus loin en examinant les perspectives associées à la relation du continent avec les pays émergents du Sud. Un bémol : elle ne peut pas être sans risque car les incompréhensions ne manquent pas. Surtout dans le lien avec la Chine, en raison des critiques qui l'entourent. Notamment la tentation d'une captation, par elle, des ressources naturelles du continent, le non-respect des normes environnementales et de travail par beaucoup d'entreprises chinoises, la centralité des États dans ce dialogue, les différences de vue sur les questions démocratiques ou encore les maigres retombées de l'intervention de Pékin pour les populations africaines. Parfois, le racisme de certains Chinois, les conditions draconiennes de leurs employés africains, le mépris affiché par rapport aux règles locales, le mauvais traitement infligé à des immigrants africains en terre chinoise ou la violation des engagements contractuels sont aussi des obstacles sur la voie d'un vrai rapprochement sino-africain.

Pourtant, c'est précisément parce qu'il y a une claire conscience, côté africain, de l'existence de ces lacunes, mais aussi des potentialités contenues dans la volonté de la Chine de faire du continent africain un partenaire stratégique que l'Afrique doit pouvoir bâtir du solide avec elle. Aucun Africain sérieux ne peut voir ce que la Chine a réalisé ces trente dernières années dans la voie de son redressement économique, sans penser que le continent africain ne peut pas en tirer d'utiles leçons.

Du reste, de nombreux acteurs parasites, comme la Banque mondiale, le FMI ou les pays européens manifestent leur empressement à vouloir se poser en « conseillers » du dialogue sino-africain. Ils vont jusqu'à s'inscrire dans le sillage de son leadership conceptuel en reprenant les idées qu'elle met en avant, y compris le

financement des infrastructures, les financements innovants (troc!) ou encore la structuration du dialogue autour de rencontres au sommet, quitte, pour ce qui est de l'Union européenne, à mettre sous le boisseau son opposition à la participation de certains dirigeants africains, comme Mugabe, aux rencontres qu'elle organise avec l'Afrique. Mais leur activisme n'est pas innocent. Ce faisant, ils tentent de s'opposer à ce que les Africains engagent une relation directe avec la Chine, afin de comprendre comment elle a réussi sa révolution nationale contre les forces étrangères, avant de s'engager à réformer son économie longtemps sous leur joug avec la complicité de leurs relais locaux, les fameux *compradores*.

Bien entendu, ce n'est pas par philanthropie que la Chine clame sa volonté d'entrer dans une relation stratégique avec l'Afrique. Elle sait qu'en l'absence de ressources naturelles dans son sous-sol, mais aussi face aux risques inflationnistes et d'appréciation monétaire liés à l'accroissement de sa demande intérieure, pour juguler les obstacles à sa stratégie d'exportation qui fut longtemps le moteur de sa croissance à deux chiffres, il lui faut un allié pouvant lui apporter ce qui lui manque. Marché d'un milliard d'habitants, espace démographique dynamique, et l'un des derniers bastions de terres arables, l'Afrique peut être son complément, voire son complice, dans une entreprise de codéveloppement.

C'est pourquoi, elle la prend au sérieux et que sa stratégie envers elle est si bien structurée. Outre un « Livre blanc », publié en janvier 2006, elle s'articule autour du Forum de coopération Chine-Afrique, d'investissements massifs, d'invitation d'acteurs étatiques et non étatiques, de début de dialogue avec les intellectuels du continent, de mise en place d'un centre d'exposition des produits commerciaux africains à Yiwu, non loin de Shanghai, et la liste est loin d'être complète.

De ce pays qui fait vivre décemment 1,3 milliard d'êtres humains, l'Afrique dorénavant forte de sa respectabilité, surtout économique, peut apprendre beaucoup. Elle ne ferait la que suivre le regard des autres acteurs du monde, à commencer par les États-Unis, qui savent maintenant que le centre de gravité de l'action internationale se retrouve ici. Ce n'est pas sans raison que les appels à la réévaluation de la monnaie chinoise, le renminbi, se multiplient, comme naguère celle du Japon fut forcée à le faire lors des accords du Plaza Hotel, en 1985; que le prix Nobel de la paix a été attribué en 2010 à un dissident chinois; qu'autour d'elle se forment des alliances

encouragées par les États-Unis pour la contenir; ou enfin que des voix s'élèvent de partout pour la supplier de soutenir davantage la demande internationale, accessoirement en tandem avec les autres nouveaux acteurs du développement international, dont l'Afrique, qui n'est pas cette fois-ci prise à la légère.

L'histoire des transitions entre puissances émergentes et déclinantes n'a jamais été tranquille. Celle qui voit la Chine s'installer en première ligne ne sera donc pas facile. Mais déjà, l'Afrique ne peut plus attendre plus longtemps pour se doter d'une réponse crédible pour donner davantage de substance à la rhétorique chinoise relative à ce que Pékin qualifie de « gagnant gagnant ». Car au-delà de la Chine, c'est toute une nouvelle doctrine africaine des relations internationales qui s'offrent à la vue. Il s'agit de mettre le cap vers le Grand Sud, chaud et ensoleillé, l'avenir du monde!